

DÉCÈS

Jane Goodall : la primatologue qui voulait réconcilier l'intelligence et la compassion

La célèbre primatologue britannique Jane Goodall est décédée ce mercredi. Elle a bousculé et enrichi la connaissance des grands singes et embrassé toutes les causes relatives à la protection de la nature.

MICHEL DE MUELENAERE

Jane Goodall s'est éteinte mercredi soir à l'âge de 91 ans. C'est une des figures les plus marquantes et les plus médiatiques de la primatologie qui s'en va. Jeune chercheuse britannique en 1960, débarquant dans un parc national de Tanzanie pour venir observer les chimpanzés, elle a, à force de travail et d'opiniâtreté dans un monde masculin qui ne lui a jamais fait de cadeau, construit une réputation exceptionnelle. La jeune scientifique blonde a dû affronter, dès l'origine, les foudres d'une bonne partie de sa profession dénonçant une dérive anthropomorphique dans le fait d'utiliser des prénoms pour nommer les singes et d'avoir suggéré que ces derniers pouvaient avoir de véritables personnalités y compris certains traits proches des humains. Depuis lors, les connaissances sur les grands singes ont montré la com-

plexité et la richesse de ces animaux. Les recherches de la scientifique ont fortement influencé la primatologie et suscité de nombreuses vocations, notamment féminines.

Au-delà des primates au milieu desquels elle aimait s'asseoir en silence pour observer les interactions sociales, les jeux et la communication, Goodall n'a jamais fait mystère de sa fascination pour la nature tout entière. De son bonheur, du « bien-être intérieur » et de « l'harmonie » que cette végétarienne de conviction éprouvait en se retrouvant dans le « grand tout ». C'est donc naturellement qu'elle a, à partir des années 80, porté les thèmes de la défense des animaux, de la protection de l'environnement et du climat. Infatigable, parcourant le monde pour rappeler qu'« un animal intelligent ne détruirait jamais sa maison », disait-elle. Or, « c'est ce que nous faisons depuis très longtemps. »

Jane Goodall dans le parc national de Gombe, en Tanzanie.

© MORTEN BJARNHOF GANT.



Même très âgée, malgré ses engagements, Jane Goodall est apparue plusieurs fois en Belgique. Elle a pris la défense des dauphins enfermés et utilisés dans les delphinariums, prenant à l'occasion la parole devant le parlement flamand. On l'a vu planter des arbres avec les autorités flamandes pour rappeler l'importance des forêts. Elle alertait sans condamner : « Si nous malmenons mère Nature », disait-elle dans une interview avec le magazine de l'association Good Planet, « ce n'est pas faute d'intelligence, mais faute de compassion envers les générations futures et la santé de la planète. En égoïstes purs et durs, des individus, des corporations et des gouvernements ont tout misé sur les bénéfices à court terme pour accroître leur richesse et renforcer leur pouvoir. Le reste n'est dû qu'à la négligence, au manque d'instruction et à la pauvreté. »

Mais pour convaincue et militante

qu'elle était, inquiète, indignée, elle rappelait aussi l'importance de l'humanité. La place des récits, des histoires, des actions positives pour surmonter le désespoir qui risque de s'installer face à l'avalanche de nouvelles de plus en plus inquiétantes sur l'état de l'environnement : « Si vous perdez l'espoir, vous ne pouvez plus agir », rappelait-elle. Elle voyait les progrès, elle connaissait les immenses défis et ne cachait pas ses préoccupations. Pourtant, gardant un espoir intact dans l'espèce humaine. Son intelligence, sa capacité à s'émerveiller, à se mobiliser, à multiplier des petits engagements qui peuvent faire basculer les politiques et les intérêts égoïstes. Tout en s'inquiétant de la déconnexion « entre la partie fûtée du cerveau et l'amour et la compassion propres au cœur humain. » « La sagesse véritable », pensait-elle, « consiste à penser à la fois avec sa tête et son cœur. »

PRÉCARITÉ

« La criminalisation de la mendicité est une réponse inadaptée »

Auteur d'une étude à paraître ce jeudi dans Brussels Studies, Sven Adriaenssens (KUL) s'est penché sur les facteurs qui augmentent le risque de faire la manche dans la capitale. Un revenu trop faible ou des problèmes d'assuétudes pèsent davantage que le sans-abrisme dans ce choix.

ENTRETIEN

PASCAL LORENT

Pourquoi fait-on la manche dans les rues de la capitale ? La question peut sembler anodine. Elle ne l'est pas. Et ceci d'autant moins que ces dernières années, l'idée de « recriminaliser » la mendicité – la loi la pénalisant ainsi que le vagabondage ayant été abrogée le 1^{er} mars 1993 – est réapparue dans le débat politique. Ceci a motivé trois chercheurs à se pencher sur cette question. Ils ont pour cela analysé les données collectées par les travailleurs sociaux de l'association Diogenes, entre 2018 et 2023, auprès des personnes vivant dans la rue. Et cette équipe composée de Stef Adriaenssens (sociologue économique à la KULeuven), Mieke Schrooten (chargée de cours à l'Université d'Anvers) et Bert De Cock (ASBL Diogenes) a cherché à vérifier le lien entre la mendicité et diverses caractéristiques de profil : âge, genre, nationalité, addictions, troubles mentaux, statut de logement et de revenu. Leur travail fait l'objet d'un article à paraître ce jeudi dans Brussels Studies, la revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles. Le sociologue louvainiste en commente les résultats.



Quel était l'objectif de cette enquête ?

L'objectif principal était de mieux comprendre le rôle que joue la mendicité dans les stratégies de survie des personnes vivant dans la rue à Bruxelles. On voulait dépasser les idées reçues circulant sans preuves empiriques ou données systématiques. Mieux vaut s'appuyer sur des données collectées systématiquement pour analyser la mendicité comme une activité potentiellement rationnelle et nécessaire dans un contexte de précarité extrême. L'étude visait aussi à identifier les facteurs qui rendent certaines personnes plus susceptibles de mendier que d'autres.

Le public opère souvent la liaison entre sans-abrisme et mendicité. Or, ce n'est pas toujours le cas...

« L'étude montre que tous les sans-abri ne mendient pas », explique Sven Adriaenssens. © WERNER LEROOY.

D'abord, ce devrait être clair que presque toutes les personnes documentées dans notre étude souffrent de l'exclusion liée au logement. Le sans-abrisme est généralement perçu comme l'exclusion la plus sévère. Cela dit, l'étude montre que tous les sans-abri ne mendient pas. Et même : le sans-abrisme n'augmente pas le risque qu'on fasse la manche, en comparaison avec les autres personnes mal logées. Une partie importante des personnes vivant dans la rue ne recourt pas à la mendicité, notamment celles qui disposent d'un revenu, même informel. A l'inverse, certaines personnes

qui mendient ne sont pas sans-abri au sens strict, mais vivent dans une grande précarité. La mendicité est donc une stratégie parmi d'autres, et ne doit pas être systématiquement associée au sans-abrisme.

La mendicité vient-elle avant tout d'allocations ou de revenus trop faibles ?

Oui, le manque de revenu est le facteur le plus prédictif du recours à la mendicité. L'analyse suggère que les personnes sans aucune source de revenu mendient beaucoup plus fréquemment que celles qui bénéficient d'un revenu, même modeste ou informel. La mendicité apparaît ainsi comme une activité de dernier recours, lorsque les autres options de subsistance sont absentes ou inaccessibles.

Les assuétudes peuvent-elles également amener les personnes à faire la manche ?

Oui, les addictions à l'alcool ou aux drogues augmentent significativement la probabilité de mendier. Les personnes souffrant d'assuétudes sont souvent confrontées à des difficultés supplémentaires pour accéder à un revenu stable ou à des aides sociales. La mendicité devient alors une option encore réalisable pour répondre à des besoins urgents.

Dès lors, la criminalisation de cette activité constitue-t-elle une solution ?

L'article suggère clairement que la criminalisation de la mendicité est une réponse inadaptée, surtout du point de vue des alternatives qui restent. Elle repose souvent sur des perceptions négatives ou moralisatrices, sans tenir compte des réalités sociales et économiques des personnes concernées. Si on criminalise la manche avec les exclusions existantes, le risque est que certaines personnes remplacent leur activité de mendicité par des activités plus nocives pour elles et pour la société.

Quelles recommandations adresseriez-vous aux décideurs politiques ?

D'investir dans la disponibilité de données comme celles analysées ici par les chercheurs, pour mieux exploiter les données disponibles. Les données collectées par les associations de terrain notamment pourraient mieux documenter et orienter les politiques sociales. Cela dit, on plaide pour une approche systématique et nuancée, mais surtout mieux documentée, pour que les politiques envers les plus pauvres soient davantage fondées sur des informations scientifiquement établies.